

Message Text

PAGE 01 NATO 01486 01 OF 03 161507Z
ACTION EUR-12

INFO OCT-01 IO-13 ISO-00 EURE-00 DHA-02 CIAE-00 PM-04
INR-07 L-03 ACDA-07 NSAE-00 PA-01 SS-15 PRS-01 SP-02
USIA-06 TRSE-00 H-01 NSC-05 DODE-00 OPR-02 /082 W
-----161610Z 060766 /43

P 161420Z MAR 77
FM USMISSION NATO
TO SECSTATE WASHDC PRIORITY 2226
INFO AMEMBASSY BRUSSELS
USMISSION GENEVA
USMISSION NEW YORK

C O N F I D E N T I A L SECTION 1 OF 3 USNATO 1486

E.O. 11652: GDS
TAGS: CSCE, BE
SUBJECT: BELGIAN PAPER ON HUMAN RIGHTS

1. THE BELGIAN DELEGATION HAS CIRCULATED THE FOLLOW-
ING PAPER ON A POSSIBLE HUMAN RIGHTS INITIATIVE AT
BELGRADE WITH A VIEW TO DISCUSSION AT MARCH 22-24
CSCE EXPERTS MEETING. IN A NUTSHELL, THE BELGIAN
PROPOSAL IS TO PRESENT SUCH AN INITIATIVE IN TWO
PHASES. THE FIRST, WHICH THE BELGIANS EXPECT WOULD
HAVE LITTLE CHANCE FOR SUCCESS, WOULD BE TO PROPOSE
AT BELGRADE THE APPLICATION OF PROVISIONS SIMILAR TO
THOSE IN THE INTERNATIONAL COVENANT ON CIVIL AND PO-
LITICAL RIGHTS. IF, AS EXPECTED, THIS FIRST PROPOSAL
IS REJECTED, BELGIANS SUGGEST PRESENTATION OF A
SECOND DRAFT REQUESTING THE CONVENING OF AN EXPERT
GROUP, WITH REPRESENTATIVES FROM ALL CSCE STATES,
WHICH WOULD DISCUSS THE IMPLEMENTATION OF HUMAN
RIGHTS PRINCIPLES. USING EXPERT GROUP PROCEDURE,
BELGIANS HOPE TO INSULATE HUMAN RIGHTS TOPIC FROM
OTHER PARTS OF THE FINAL ACT AND THUS AVOID DANGER
OF TRADING CONCESSIONS IN THIS AREA AGAINST CON-
CONFIDENTIAL

PAGE 02 NATO 01486 01 OF 03 161507Z

CESSIONS IN OTHER BASKETS.

2) COMMENT: WHILE VALIDLY IDENTIFYING HUMAN RIGHTS
AS A KEY SUBJECT FOR DISCUSSION AT BELGRADE, WE
BELIEVE THE BELGIAN PAPER HAS A NUMBER OF DRAWBACKS.
THE FIRST PHASE OF BELGIAN PROPOSAL WOULD LEAVE THE
WEST OPEN TO A SOVIET RIPOSE THAT WE ARE TRYING TO
ENLARGE THE BELGRADE DISCUSSIONS BEYOND THE PROVISIONS
OF THE FINAL ACT (A DEFENSE WE MIGHT WANT TO USE IN
THE CASE OF UNACCEPTABLE SOVIET PROPOSALS).

MOREOVER, SUCH A PROPOSAL WOULD, IN OUR VIEW, UNDERCUT THE BASIS WESTERN STRESS ON THE NEED FOR THE EAST TO MATCH ITS PRACTICES TO THE STANDARDS ALREADY SET IN THE FINAL ACT. THE SECOND PHASE OF BELGIAN PROPOSAL, WITH ITS REFERENCE TO AN EXPERT GROUP, MIGHT RUN COUNTER TO WESTERN EFFORTS TO LIMIT TO A STRICT MINIMUM THE NUMBER OF SUCH GROUPS CREATED AT BELGRADE. IN ORDER TO EXAMINE FULLY THE IMPLICATIONS OF THE BELGIANS' INITIATIVE, HOWEVER, WE BELIEVE THEY SHOULD BE ENCOURAGED TO TABLE DRAFT LANGUAGE AT AN EARLY DATE. END COMMENT.

BEGIN TEXT:

LES DROITS DE L'HOMME A BELGRADE

1. SOMMAIRE

L'OPINION PUBLIQUE (Y COMPRIS LES PARTIS COMMUNISTES OCCIDENTAUX) ESTIME QUE LES PAYS DE L'EST NE RESPECTENT PAS LE PRINCIPE DES DROITS DE L'HOMME.

COMME CE PRINCIPE FAIT PARTIE INTÉGRANTE DE L'ACTE FINAL D'HELSINKI, UNE ACTION S'IMPOSE À BELGRADE.

CE PRINCIPE EST RÉDIGÉ DE TELLE MANIÈRE QU'IL PERMET UNE TELLE ACTION SANS QUE SES INITIATEURS PUISSENT CONFIDENTIAL

PAGE 03 NATO 01486 01 OF 03 161507Z

ÊTRE ACCUSÉS D'INTERVENTION DANS LES AFFAIRES INTÉRIEURES. LE BUT IDÉAL À ATTEINDRE SERAIT LA CRÉATION D'UNE SORTIE DE COUR EUROPÉENNE (A 35) DES DROITS DE L'HOMME. À L'HEURE ACTUELLE IL EST DOUTEUX QU'IL PUISSE ÊTRE ATTEINT.

DANS CES CONDITIONS IL FAUT RECHERCHER DES SOLUTIONS INTERMÉDIAIRES SUSCEPTIBLES DE GARDER LE PROBLÈME DES DROITS DE L'HOMME DANS L'ACTUALITÉ ET DE GARDER CETTE QUESTION AUTANT QUE POSSIBLE EN PERMANENCE À L'ORDRE DU JOUR DES RÉUNIONS INTERNATIONALES À 35 RELATIVES À L'ACTE FINAL.

II. EXPOSÉ GÉNÉRAL

1. L'EST SE PLAINT À SOULIGNER, SANS QUE CETTE THÈSE SOIT D'AILLEURS CONTREDITE PAR L'OUEST, QUE L'ACTE FINAL EST UN PROGRAMME D'ACTION À LONG TERME DONT LA MISE EN ŒUVRE REQUIERT UN EFFORT SOUTENU DE LA PART DE TOUS LES PARTICIPANTS. IL NE FAIT DES LORS PAS DE DOUTE QUE TOUTE NOUVELLE PROPOSITION

CONFIDENTIAL

PAGE 01 NATO 01486 02 OF 03 161533Z
ACTION EUR-12

INFO OCT-01 IO-13 ISO-00 EURE-00 DHA-02 CIAE-00 PM-04
INR-07 L-03 ACDA-07 NSAE-00 PA-01 SS-15 PRS-01 SP-02
USIA-06 TRSE-00 H-01 NSC-05 DODE-00 OPR-02 /082 W
-----161610Z 061249 /42

P 161420Z MAR 77
FM USMISSION NATO
TO SECSTATE WASHDC PRIORITY 2227
INFO AMEMBASSY BRUSSELS
USMISSION GENEVA
USMISSION NEW YORK

C O N F I D E N T I A L SECTION 2 OF 3 USNATO 1486

TION DONT LE BUT EST D'ASSURER UNE MISE EN OEUVRE PLUS EFFI-
CACE DES DISPOSITIONS D'HELSINKI EST CONFORME A LA LETTRE ET
A L'ESPRIT DE L'ACTE FINAL. DES PROPOSITIONS EN CE SENS
PEUVENT DONC S'AVERER UTILES ET CONSTRUCTIVES.

2. D'AUTRE PART, LES PAYS DE L'EST, S'ILS EN ONT
L'OCCASION, NE MANQUERONT PAS DE FAIRE, A BELGRADE, DES
PROPOSITIONS DONT LE CARACTERE VAGUE ET L'OBJET EXAGERE-
MENT AMBITIEUX CONTRIBUERONT A ENTRETENIR L'IMPRESSION
QUE L'ON RECHERCHE SURTOUT A S'ECARTER DE L'ACTE FINAL
ET A EN DILUER LE CONTENU, OU TOUT SIMPLEMENT A PASSER
SOUS SILENCE LES DISPOSITIONS QUI POUR L'OCCIDENT SONT
D'UN INTERET MAJEUR. C'EST NOTAMMENT DANS CET ESPRIT
QU'IL FAUT APPRECIER LES TROIS PROPOSITIONS SOVIETIQUES
EN MATIERE DE TRANSPORT, D'ENERGIE ET D'ENVIRONNEMENT
AINSI QUE CELLE SUR LE NON EMPLOI INITIAL DE L'ARME
NUCLEAIRE QUI NE MANQUERA PAS DE REFAIRE SURFACE A BELGRADE.

3. EN CONSEQUENCEN POUR DES RAISONS DE FOND QUI
TIENNENT A LA MISE EN OEUVRE DE L'ACTE FINAL MAIS AUSSI
POUR DES RAISONS DE TACTIQUE LIEES A L'ATTITUDE DES PAYS
DE L'EST, IL Y AURAIT INTERET A PREPARER DES PROPOSITIONS
CONFIDENTIAL

PAGE 02 NATO 01486 02 OF 03 161533Z

DONT L'OBJET SERAIT DE RAPPELER L'IMPORTANCE DE L'ACTE
FINAL ET D'EN ASSURER UNE MEILLEURE EXECUTION.

4. LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTES INDIVIDUEL-
LES CONSTITUENT UN DOMAINE PROPICE A L'ACTION. IL S'AGIT
DU CHAPITRE DE L'ACTE FINAL QUI PROVOQUE LE PLUS D'INTERET
DANS NOS OPINIONS PUBLIQUES, MAIS C'EST AUSSI - ET C'EST
UN FAIT IMPORTANT - CELUI QUI SUSCITE UN ESPOIR CROISSANT
DANS LES OPINIONS DE L'EUROPE DE L'EST, DANS LA MESURE OU
ELLES PEUVENT S'EXPRIMER. DES LORS, IL SEMBLE, A PRIORI,
DIFFICILE QUE L'OCCIDENT RESTE SILENCIEUX SUR UNE MATIERE
AUSSI SENSIBLE.

5. LA BELGIQUE ESTIME QUE TOUTE PROPOSITION VISANT

A UNE APPLICATION PLUS EFFICACE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES DIVRAIT SE RATTACHER AU PRINCIPE CORRESPONDANT DE LA "DECLARATION SUR LES PRINCIPES REGISSANT LES RELATIONS MUTUELLES DES ETATS PARTICIPANTS".

EN EFFET, ON CONNAIT L'INTERET DES PAYS DE L'EST POUR LA DECLARATION DES PRINCIPES. IL PEUT DONC ETRE AVANTAGEUX DE SE SITUER D'EMBLEE SUR LE TERRAIN QU'ILS ONT EUX-MEMES CHOISI. D'AUTRE PART LE 7E PRINCIPE RECONNAIT EXPLICITEMENT LA VALEUR UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES. DE PLUS, CONTRAIREMENT AUX AUTRES PRINCIPES QUI SE TRADUISENT ESSENTIELLEMENT PAR UNE OBLIGATION D'ABSTENTION IL EXIGE UNE ACTION DES ETATS PARTICIPANTS POUR QUE LEUR DEVOIR DE MISE EN OEUVRE SOIT ACCOMPLI.

6. AINSI LE PARAGRAPHE 6 DU 7E PRINCIPE TRADUIT CE CONCEPT D'ACTION INDIVIDUELLE ET COLLECTIVE. "ILS RESPECTENT CONSTAMMENT CES DROITS ET LIBERTES DANS LEURS RELATIONS MUTUELLES ET S'EFFORCENT CONJOINTEMENT ET SEPAREMENT, Y COMPRIS EN COOPERATION AVEC LES NATIONS UNIES, D'EN PROMOUVOIR LE RESPECT UNIVERSEL ET EFFECTIF"

CONFIDENTIAL

PAGE 03 NATO 01486 02 OF 03 161533Z

DANS LE DERNIER ALINEA ON RETROUVE AUSSI LE VERBE "AGISSENT" (QUI REPETE A NOUVEAU L'IDEE D'ACTION). ENFIN, LE TEXTE INTRODUCTIF DE LA DECLARATION SUR LES PRINCIPES, LE PRINCIPE DE L'EXECUTION DE BONNE FOI DES OBLIGATIONS ASSUMÉES CONFORMEMENT AU DROIT INTERNATIONAL, LES CLAUSES FINALES DU CHAPITRE SUR LES PRINCIPES DE L'ACTE FINAL AINSI QUE LE TEXTE DES SUITES DE LA CONFERENCE TRADUISENT EUX AUSSI TRES CLAIREMENT LA VOLONTE D'ACTION DES ETATS PARTICIPANTS DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME. AINSI, AUCUNE ACTION PROPOSÉE AUX TRENTÉ-CINQ PARTICIPANTS EN MATIERE DE DROITS DE L'HOMME NE PEUT ETRE CONSIDEREE SUIVANT L'ACTE FINAL COMME UNE INTERVENTION DANS LES AFFAIRES INTERIEURES. AU CONTRAIRE, ELLE CONSTITUE AU MINIMUM UN SUJET LEGITIME DE DISCUSSION DANS LE CADRE DES SUITES.

7. AYANT EXPLICITEMENT RECONNU EN ADOPTANT L'ACTE FINAL QUE LA MISE EN OEUVRE DU 7E PRINCIPE REQUERRAIT CONJOINTEMENT ET SEPAREMENT UNE ACTION DE LEUR PART, LES 35 PARTICIPANTS SE TROUVENT DONC DANS L'OBLIGATION D'ETUDIER ENSEMBLE

CONFIDENTIAL

PAGE 01 NATO 01486 03 OF 03 161542Z
ACTION EUR-12

INFO OCT-01 IO-13 ISO-00 EURE-00 DHA-02 CIAE-00 PM-04

INR-07 L-03 ACDA-07 NSAE-00 PA-01 SS-15 PRS-01 SP-02

USIA-06 TRSE-00 H-01 NSC-05 DODE-00 OPR-02 /082 W

-----161608Z 061477 /42

P 161420Z MAR 77

FM USMISSION NATO

TO SECSTATE WASHDC PRIORITY 2228

INFO AMEMBASSY BRUSSELS

USMISSION GENEVA

USMISSION NEW YORK

C O N F I D E N T I A L SECTION 3 OF 3 USNATO 1486

EN AGISSANT CONFORMEMENT A LA CHARTE DES NATIONS UNIES ET A LA DECLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME LES MEILLEURS MOYENS D'ARRIVAL AU BUT QU'ILS SE SONT FIXE A HELSINKI.

8. UNE PROPOSITION OCCIDENTALE DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DU 7E PRINCIPE DEVRAIT AVOIR POUR OBJET D'AMENER LES ETATS PARTICIPANTS A ETUDIER CONFORMEMENT A L'ACTE FINAL LES ORIENTATIONS ET RECOMMANDATIONS GENERALES A ADOPTER POUR QUE LEURS PRATIQUES ET LEURS USAGES NATIONAUX SE RAPPROCHENT DE PLUS EN PLUS ET DE MIEUX EN MIEUX D'UNE APPLICATION EFFICACE DES DISPOSITIONS AGREEES EN COMMUN. CES ETATS DEVRAIENT AUSSI EXAMINER ENSEMBLE QUELS PEUVENT ETRE LES MOYENS QUI LEUR PERMETTENT D'APPRECIER LES RESULTATS ATTEINTS CHACUN DANS LEUR SPHERE DE COMPETENCE. ENFIN, ILS DEVRAIENT ETUDIER DANS LE MEME ESPRIT LA POSSIBILITE DE CREER DES VOIES DE RECOURS INTERNATIONAL AUXQUELLES L'INDIVIDU COMME LES ETATS POURRAIENT S'ADRESSER DANS LES CAS OU ILS ESTIMERAIENT QUE CES DROITS AURAIENT ETE MECONNUS.

9. LES PROPOSITIONS CONCRETES PROPRES A TRADUIRE CES OBJECTIFS DANS LA REALITE PEUVENT PRENDRE UN CARACTERE CONFIDENTIAL

PAGE 02 NATO 01486 03 OF 03 161542Z

TERE PLUS OU MOINS MAXIMALISTE EN FONCTION DE CONSIDERATIONS DE FOND ET DE TACTIQUES DONT CERTAINES NE POURRONT ETRE REELLEMENT APPRECIEES QU'AU COURE DE LA REUNION MEME.

A) L'IDEAL SERAIT LA CREATION D'UNE COMMISSION ET D'UNE COUR DES DROITS DE L'HOMME SUR LE MODELE DES INSTITUTIONS ISSUES DU CONSEIL DE L'EUROPE. LE CITOYEN Y DISPOSERAIT D'UN RECOURS CONTRE LES ETATS MAIS DANS L'ETAT ACTUEL DES CHOSES UNE TELLE PRETENTION EST UTOPIQUE, QU'IL S'AGISSE D'UNE COUR DES DROITS DE L'HOMME OU D'UNE COMMISSION EN DEHORS DE TOUTE QUESTION DE SOUVERAINETE, LA COUR NE POURRAIT PAS TRANCHER LES CAS QUI LUI SONT SOUMIS EN L'ABSENCE DE TOUTE PHILOSOPHIE COMMUNE DU DROIT ET DES LIBERTES. LA MEME REMARQUE S'APPLIQUE A UNE EVENTUELLE COMMISSION QUI CONTRIBUERAIT SURTOUT A ENGENDRER LA CONFRONTATION PLUTOT QU'A TROUVER DE REELLES SOLUTIONS.

IL N'EMPECHE QU'UNE TELLE PROPOSITION POURRAIT PRESENTER A BELGRADE, DES AVANTAGES TACTIQUES SURTOUT SI ELLE APPARAISAIT COMME UN IDEAL VERS LEQUEL IL FAUT TENDRE A L'ECHELLE DE L'EUROPE ENTIERE.

B) DANS LE CADRE DES SUITES, UN COMITE SPECIAL POURRAIT ETRE MIS SUR PIED PAR LEQUEL LES GOUVERNEMENTS ETUDIERAIENT LES MEILLEURS MOYENS D'ADAPTER PROGRESSIVEMENT LES LOIS ET LES PRATIQUES NATIONALES, CONFORMEMENT AUX OBJECTIFS DU 7E PRINCIPE. LES DISPOSITIONS DEVRAIENT ETRE TOUJOURS INTERPRETEES DANS LE SENS LE PLUS LIBERAL POSSIBLE.

C) TOUJOURS DANS LE CADRE DES SUITES, ON POURRAIT AUSSI IMAGINER QUE LES ETATS SE BORNERAIENT A DISCUTER ENSEMBLE (AU SEIN D'UN GROUPE D'EXPERTS) DES PROBLEMES POSES PAR L'APPLICATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES DONT ILS ONT RECONNU, A HELSINKI, QUE LE RESPECT EST UN FACTEUR ESSENTIEL POUR ASSURER LE DEVELOPPEMENT DES RELATIONS AMICALES ET DE LA COOPERATION ENTRE EUX COMME ENTRE TOUS LES ETATS.
CONFIDENTIAL

PAGE 03 NATO 01486 03 OF 03 161542Z

10. LE BUT QUE NOUS VOULONS POURSUIVRE EST DE MAINTENIR DANS L'ACTUALITE NOTRE CONVICTION QU'UNE MISE EN OEUVRE DE PLUS EN PLUS APPROFONDIE ET DE PLUS EN PLUS PRECISE DU PRINCIPE DES DROITS DE L'HOMME EST UN FACTEUR ESSENTIEL D'ELARGISSEMENT ET DE STABILISATION DE LA DETENTE.

DANS LA PRATIQUE, NOTRE TACTIQUE, A BELGRADE, POURRAIT ETRE CONCUE DE LA MANIERE SUIVANTE.

A. FAIRE SAVOIR EN NOUS APPUYANT SUR LES ARGUMENTS AVANCES AU DEBUT DE LA PRESENTE NOTE QUE NOUS SOUHAITONS PROPOSER AUX 35 RECHERCHER LE MOYEN D'ADOPTER ENTRE MNous ET DE METTRE EN OEUVRE DES DISPOSITIONS SIMILAIRES A CELLES DU PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS CIVILS ET POLITIQUES FIGURANT DANS LA RESOLUTION N2200 DES NATIONS UNIES DU 16 DECEMBRE 1966.

CES DISPOSITIONS SERAIENT CELLES REPRISES AUX ARTICLES 28 ET SUIVANTS (COMITE DES DROITS DE L'HOMME) AINSI QUE CELLES FAISANT PARTIE DU PROTOCOLE FACULTATIF SE RAPPORTANT AU PACTE.

CETTE PROPOSITION A PEU DE CHANCE D'ETRE ACCEPTEE, BIEN QUE LES TEXTES PRECITES SOIENT BEAUCOUP MOINS CONTRAIGNANTS QUE LE TRAITE DE ROME (COMMISSION ET COUR DES DROITS DE L'HOMME DE STRASBOURG.

B. TENANT COMPTE DE L'ECHEC PREVISIBLE DE CETTE PROPOSITION, NOUS PRESENTERIONS ALORS UN PROJET DEMANDANT QU'UN GROUPE D'EXPERTS SE REUNISSE(MODALITES DE LA REUNION A

CONVENIR) EN VUE DE DISCUTER - A 35 - DES MEILLEURS
MOYENS QUE L'ON PEUT ENVISAGER POUR METTRE EN OEUVRE
ENSEMBLE LES DISPOSITIONS DE PRINCIPES DES DROITS DE
L'HOMME.

CONFIDENTIAL

PAGE 04 NATO 01486 03 OF 03 161542Z

DE CETTE MANIERE LA NEGOCIATION A BELGRADE,
A PROPOS DU PROJET SUR LES DROITS DE L'HOMME, SE
DEROULERAIT A L'INTERIEUR DU PROJET MEME. C'EST A
L'INTERIEUR DE CELUI-CI QUE NOUS FERIONS NOS CONCES-
SIONS ET IL N'Y AURAIT PAS DE DANGER DE SE LAISSER
MENER A DES CONCESSIONS DE CORBEILLE A CORBEILLE
(DROITS DE L'HOMME CONTRE TRANSPORT PAR EXEMPLE).

LE TEXTE DE LA (OU DES PROPOSITION(S)
QUE LA BELGIQUE POURRAIT PRESENTER SERA ELABORE ULTE-
RIEUREMENT. END TEXT
STRAUSZ-HUPE

CONFIDENTIAL

<< END OF DOCUMENT >>

Message Attributes

Automatic Decaptioning: X
Capture Date: 30-Aug-1999 12:00:00 am
Channel Indicators: n/a
Current Classification: UNCLASSIFIED
Concepts: n/a
Control Number: n/a
Copy: SINGLE
Sent Date: 16-Mar-1977 12:00:00 am
Decaption Date: 01-Jan-1960 12:00:00 am
Decaption Note:
Disposition Action: RELEASED
Disposition Approved on Date:
Disposition Case Number: n/a
Disposition Comment: 25 YEAR REVIEW
Disposition Date: 22 May 2009
Disposition Event:
Disposition History: n/a
Disposition Reason:
Disposition Remarks:
Document Number: 1977NATO01486
Document Source: ADS
Document Unique ID: 00
Drafter: n/a
Enclosure: n/a
Executive Order: 11652 GDS
Errors: n/a
Expiration:
Film Number: n/a
Format: TEL
From: NATO
Handling Restrictions: n/a
Image Path:
ISecure: 1
Legacy Key: link1977/newtext/t197703110/baaabcio.tel
Line Count: 349
Litigation Code IDs:
Litigation Codes:
Litigation History:
Locator: TEXT ON-LINE
Message ID: 939b01b0-c288-dd11-92da-001cc4696bcc
Office: ACTION EUR
Original Classification: CONFIDENTIAL
Original Handling Restrictions: n/a
Original Previous Classification: n/a
Original Previous Handling Restrictions: n/a
Page Count: 7
Previous Channel Indicators:
Previous Classification: CONFIDENTIAL
Previous Handling Restrictions: n/a
Reference: n/a
Retention: 0
Review Action: RELEASED, APPROVED
Review Content Flags:
Review Date: 19-Jul-2004 12:00:00 am
Review Event:
Review Exemptions: n/a
Review Media Identifier:
Review Release Date: n/a
Review Release Event: n/a
Review Transfer Date:
Review Withdrawn Fields: n/a
SAS ID: 2962701
Secure: OPEN
Status: NATIVE
Subject: BELGIAN PAPER ON HUMAN RIGHTS
TAGS: CSCE, BE
To: STATE INFO BRUSSELS MULTIPLE
Type: TE
vdkgvwkey: odbc://SAS/SAS.dbo.SAS_Docs/939b01b0-c288-dd11-92da-001cc4696bcc
Review Markings:
Margaret P. Grafeld
Declassified/Released
US Department of State
EO Systematic Review
22 May 2009
Markings: Margaret P. Grafeld Declassified/Released US Department of State EO Systematic Review 22 May 2009